



A PROPOS DU SAHEL REGIONAL FUND

Le Sahel Regional Fund (SRF) est un fonds régional dirigé par des ONG, hébergé par le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC). Il fournit un financement prévisible, flexible et pluriannuel pour répondre aux besoins humanitaires les plus sévères dans les zones les plus difficiles d'accès.

Le SRF promeut la localisation, renforce la résilience et soutient des réponses coordonnées et fondées sur des preuves, grâce à des partenariats solides et des systèmes de gestion des risques.

Retrouvez tous les projets financés par le SRF ici:

[Mali](#)

[Burkina Faso](#)

[Tchad](#)

[Niger](#)

ACTUALITES PROJETS

Mission du SRF à l'Est du Tchad : renforcer la coordination et la qualité des réponses humanitaires

LOCALISATION

Retours du conseil d'administration du Fonds sur son mécanisme, les enjeux et les perspectives. Pour ce premier numéro, M. Moussa Ibrahima Touré, membre de la PONA et Directeur de l'ONG AID LOCAL Mali, partage son regard, notamment sur la localisation et le humanitarian reset.

ACTUALITES PROJETS

Mission du SRF à l'Est du Tchad : renforcer la coordination et la qualité des réponses humanitaires



En novembre 2025, le Sahel Regional Fund (SRF) a conduit une visite de terrain dans la province du Wadi Fira, à l'Est du Tchad, afin d'évaluer la mise en œuvre des projets, renforcer la coordination avec les partenaires et identifier les leviers pour une réponse humanitaire plus efficace.

Cette visite s'inscrit dans l'approche spécifique du SRF, qui vise non seulement à financer des interventions humanitaires, mais aussi à contribuer à l'amélioration des pratiques du secteur, en particulier à travers le renforcement des capacités des acteurs locaux. Elle avait ainsi pour objectif d'assurer un suivi des actions soutenues, tout en permettant d'apprécier concrètement les dynamiques de collaboration, les dispositifs de mise en œuvre et les perspectives de renforcement de capacités au sein des projets.

La mission a permis de rencontrer plusieurs partenaires appuyés par le SRF, dont Humanity & Inclusion (HI) et les membres de son consortium (Relief International et l'ONG ADES), responsables de la mise en œuvre du PMARRP – Projet Multisectoriel d'Appui au Renforcement de la Résilience des Populations vulnérables réfugiées, retournées et hôtes.

Des constats préoccupants, mais des dynamiques encourageantes

La visite du camp de Marassabré à Guéréda a mis en lumière l'ampleur des défis opérationnels. Initialement conçu pour accueillir 10 000 réfugiés, le site comptait près de 40 000 personnes à la fin de l'année 2025. L'accès aux soins de santé y reste extrêmement limité : à titre d'exemple, l'ONG ADES ne peut assurer qu'environ 50 consultations médicales par jour, un chiffre largement insuffisant au regard des besoins. Les difficultés persistent également dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la protection.

Parallèlement, la mission a permis d'observer des dynamiques positives de coordination. Une collaboration étroite est en place avec les autorités locales et les services techniques tels que l'ANADER et le CNARR, ainsi qu'avec les autres acteurs humanitaires présents, notamment le HCR, l'UNICEF et l'IRC.

Renforcer la collaboration pour des projets de qualité

Au-delà du suivi des activités, cette mission illustre l'engagement du SRF à promouvoir une meilleure collaboration au sein des consortiums, ainsi qu'un dialogue constant entre ONG internationales, ONG nationales et institutions locales. Le renforcement des capacités, la coordination et le partage d'informations constituent des leviers essentiels pour améliorer la qualité et l'impact des projets financés.

LOCALISATION

Casser les mythes et valoriser le leadership des Organisations Nationales

La localisation de l'aide humanitaire et du développement est aujourd'hui largement reconnue comme une nécessité. Pourtant, un écart persiste entre les engagements internationaux en faveur de la localisation et leur mise en œuvre sur le terrain.

La question centrale reste la suivante : comment transformer l'ambition autour de la localisation en pratiques opérationnelles durables ? Au cœur de cette réflexion se trouvent les acteurs et systèmes locaux, qui représentent des leviers essentiels pour une réponse plus rapide, plus adaptée et plus durable aux crises.



Réponse humanitaire rapide et organisations locales

Contrairement à certaines idées reçues, les organisations nationales (ONGN) ne sont pas de simples exécutants. Elles sont des acteurs stratégiques, ancrés dans les communautés, dotés d'une connaissance fine des contextes et capables de bâtir des solutions durables.

Cependant, l'expérience de nombreux mécanismes de financement a mis en lumière un défi réel : le décalage entre les ambitions de localisation et les contraintes opérationnelles, notamment :

- La capacité à répondre efficacement à une crise présente,
- La pérennité des structures locales,
- La disponibilité et la rétention de ressources humaines qualifiées.

Reconnaître ces défis, ne revient pas à affaiblir la localisation, mais à la renforcer par une approche structurée et réaliste.

L'approche du SRF : rendre la localisation opérationnelle

Dès sa conception, le Sahel Regional Fund (SRF) a été pensé comme un mécanisme visant non seulement l'efficacité de la réponse humanitaire, mais aussi le renforcement des organisations locales dans l'accès et la gestion des financements. D'où l'allocation de 30% du budget aux ONG locales.

Le SRF agit à travers :

- Dix consortiums structurés réunissant 14 ONG internationales (ONGI) et 30 ONG nationales (ONGN), favorisant le transfert de compétences et la montée en capacités
- Des exigences claires sur la part de budget gérée par les acteurs locaux ;
- Des financements directs accordés à des ONG nationales, à l'image de 4 ONG retenues dans le cadre de la fenêtre Localisation au Burkina Faso (OCADES, CRBF, A2N et ATAD) et 03 ONG au Tchad (SOSSIT, AFDI et ATAHs) .

Cette approche permet de réduire progressivement les écarts entre ambition et réalité, en créant un environnement où les organisations locales peuvent se renforcer tout en conservant un rôle central.

Défis et opportunités : vers un nouveau modèle de partenariat

Les ONG internationales vont inévitablement évoluer vers un rôle centré sur le soutien technique, le transfert de compétences et le renforcement des capacités locales. Cette transformation est une réponse logique aux impératifs de durabilité et d'appropriation par les acteurs nationaux.

C'est cette dynamique que le SRF s'attache à promouvoir : un modèle fondé sur la confiance, la redevabilité mutuelle et le partage du pouvoir décisionnel.

A LA RENCONTRE DU BOARD

Humanitarian Reset et Localisation

Le Sahel Regional Fund (SRF) a rencontré son comité d'administration afin de renforcer la transparence de son mécanisme et de mettre en lumière son impact.

Pour ce premier numéro, M. Moussa Ibrahima Touré, membre de la PONA et Directeur de l'ONG AID LOCAL Mali, partage son regard, notamment sur la localisation et le humanitarian reset.



Le humanitarian reset vise à repenser la manière dont l'aide humanitaire est conçue, financée et mise en œuvre. Est-ce que le SRF incarne ces principes du humanitarian reset et cela contribue -t-il à transformer les pratiques humanitaires ?

Tout à fait, pour le cas du Mali, par exemple, l'évolution du contexte nous oblige à intégrer des changements dans nos modes de fonctionnement. Nous voyons par exemple comment certaines agences des Nations unies, ayant des mandats proches ou complémentaires, choisissent désormais de travailler ensemble, de mutualiser les ressources financières, logistiques et opérationnelles, voire de partager des espaces de travail afin de réduire les coûts de fonctionnement. Cela traduit un changement de posture important : accepter de se coordonner et de coopérer face à des défis communs.

Cela étant dit, il est essentiel de garder à l'esprit que ce changement, souvent associé au humanitarian reset, ne peut pas se faire dans la précipitation.

Il s'agit d'un processus progressif, notamment parce qu'il implique un transfert de compétences et de responsabilités vers des acteurs qui n'étaient pas toujours préparés à assumer ces rôles, en particulier en matière de coordination.

Historiquement, ce rôle de coordination a été largement assuré par les agences des Nations unies ou les ONG internationales, qui disposent de l'expertise technique nécessaire. Aujourd'hui, même si cette expertise demeure, les contraintes financières limitent leur capacité à continuer à jouer ce rôle de manière exclusive. Elles sont donc amenées à se retirer progressivement, en transférant certaines responsabilités vers les services techniques de l'État et les ONG nationales. Or, ces acteurs ne disposent pas toujours, à ce stade, de toutes les capacités techniques et ressources requises.

Dans ce cadre, le Fonds a un rôle clé à jouer, en veillant à ce que les ONG nationales disposant d'un réel potentiel technique puissent progressivement assumer des responsabilités de leadership, notamment dans la coordination sectorielle. Cela suppose d'être particulièrement vigilant dans les processus de sélection et de recrutement. Il ne s'agit pas de répondre à une logique de « case à cocher » en choisissant n'importe quel acteur national, mais bien d'identifier ceux qui ont démontré, dans la durée, leur capacité technique, leur crédibilité et leur leadership.

Si la localisation doit réellement produire un impact durable, alors sa mise en œuvre doit être exigeante, accompagnée et fondée sur les capacités réelles des acteurs. C'est à cette condition que le changement pourra être effectif et bénéfique pour l'ensemble du système humanitaire.

Alors qu'en est-il de la localisation et du renforcement de capacités des acteurs locaux ?

Lorsqu'on aborde la question de la localisation, cela me fait parfois sourire, car pour beaucoup, il s'agit encore d'un concept abstrait. Or, la localisation est avant tout une approche, voire un paradigme imposée par le contexte actuel

On entend souvent dire : « nous sommes une ONG internationale, mais notre personnel est composé à 80% de nationaux ». Pourtant, à partir du moment où une organisation se positionne comme ONG internationale, elle reste régie par des cadres, des codes et des mandats internationaux. Ayant moi-même occupé des fonctions de direction au sein d'ONG internationales, je sais qu'il existe des sujets sur lesquels il est parfois difficile, voire impossible, de se prononcer ou d'agir pleinement quand on est staff d'ONG international.

Cependant, il est essentiel de responsabiliser et de valoriser les communautés tout en veillant à minimiser les risques, notamment les dynamiques de transfert de risques vers les populations elles-mêmes.

Il reste encore beaucoup de travail à faire à ce niveau. De nombreux acteurs affirment mettre en œuvre de l'engagement communautaire, mais il est important de faire une distinction claire entre mobilisation communautaire et engagement communautaire.



Organiser un atelier de quelques jours pour présenter un projet ne suffit pas pour dire que l'on fait de l'engagement communautaire. L'engagement est un processus sur le long terme et s'inscrit dans la durée. Les acteurs intervenant dans ce domaine doivent se percevoir avant tout comme des facilitateurs du transfert de compétences vers les communautés.

Le rôle des organisations est alors d'accompagner ce processus, tout en mettant en place des mesures de mitigation des risques.



Production & coordination éditoriale : Evelyne G. Sonko

Revue : Équipe FMU & Direction du Fonds SRF

SRF

SAHEL REGIONAL FUND

HUB Conseil Danois pour les Réfugiés Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord, Amérique Latine
Villa Lot 69 – Almadies Zone 13 – Dakar – Sénégal